

JAMAÏQUE / ROYAUME-UNI

La population sous les tirs croisés : débat sur la violence armée et le contrôle des armes

Index AI : AMR 38/019/2003

ÉFAI

Jeudi 16 octobre 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 16 octobre 2003, la section britannique d'Amnesty International accueillera un débat public sur la violence armée en Jamaïque et au Royaume-Uni, dans le cadre d'une série d'événements appuyant sa nouvelle campagne pour le contrôle des armes.

Le commissaire John Coles, chef de l'unité de la police métropolitaine britannique qui mène l'Opération Trident, en collaboration avec Lucy Cope de *Mothers Against Guns*, Yvonne Sobers de *Families Against State Terrorism* (FAST) et le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, débattront de questions ayant trait à l'utilisation abusive des armes et présenteront des solutions issues de diverses perspectives.

« *L'absence de réglementation du commerce mondial des armes est alarmante, permettant que des armes soient vendues à des gouvernements répressifs, à des auteurs de violations des droits humains et à des criminels*, a déclaré Amnesty International. *Chaque jour, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la peur de la violence armée. Chaque minute, l'un d'entre eux est tué.* »

« *Il incombe à tous les gouvernements du monde de prendre part au contrôle des armes. Les sociétés civiles, les services de police et les gouvernements doivent coopérer de façon anticipée et efficace afin de remédier au problème des armes à tous les niveaux* », a souligné l'organisation de défense des droits humains.

Tant la Jamaïque que le Royaume-Uni ont été touchés par la violence armée.

Selon certaines sources, en 2003, 739 meurtres ont été commis jusqu'à ce jour en Jamaïque. Pour la plupart, ce sont des homicides commis en représailles, des meurtres liés à des gangs ou des violences domestiques. Les médias jamaïcains estiment que des armes à feu ont été utilisées dans environ 75 p. cent des

meurtres commis au cours du premier trimestre 2003. En outre, la Jamaïque présente un taux alarmant de tirs mortels imputables à des policiers : en 2002, pas moins de 133 personnes sont mortes, victimes de tirs mortels impliquant la police.

Des chiffres récents du ministère de l'Intérieur ont révélé une augmentation de 35 p. cent des crimes avec armes en Angleterre et au Pays de Galles au cours de l'année dernière. D'avril 2001 à avril 2002, 9 974 infractions avec armes à feu ont été recensées – comparativement à 7 362 l'année précédente.

« *Les gouvernements de la planète doivent accroître la sécurité des populations en réduisant le nombre d'armes illégales en circulation, en tissant des liens et en favorisant la confiance entre les groupes humains adverses, mais aussi entre ces groupes et la police, et en dispensant une éducation civique sur la sécurité de la population afin de faire échec à la culture de la violence* », a fait valoir Amnesty International.

Le gouvernement britannique s'est engagé dans un vaste programme d'aide à la police jamaïcaine. Amnesty International demande aux autorités britanniques et jamaïcaines de communiquer au public des informations claires sur le contenu en matière de droits humains de la formation et de l'assistance apportées à la police. Ce programme inclut une procédure de surveillance afin d'éviter que des armes à feu et autres équipements pouvant donner la mort ne soient fournis aux policiers susceptibles de commettre des homicides illégaux ou d'infliger d'autres blessures injustifiées.

« *Les véritables "armes de destruction massive" – les armes légères – continuent de proliférer, au prix de centaines de milliers de vies civiles. Des gangs de Kingston, de Rio de Janeiro et de Los Angeles, aux guerres civiles et aux rébellions armées, ce sont des armes conventionnelles qui sont utilisées pour tuer. Il est maintenant temps d'agir.* »

Complément d'information

Âgé de vingt-deux ans, Damian Cope, fils de Lucy Cope, a été abattu le 29 juillet 2002. Depuis sa mort, Lucy est devenue une militante de premier plan menant campagne contre les armes à feu. Elle a créé *Mothers Against Guns*, organisation nationale

puissante qui a une grande influence sur la politique du gouvernement et a remporté plusieurs victoires dans sa campagne en faveur de lois plus sévères concernant le contrôle des armes.

Âgé de vingt-deux ans, Andre Morris, cousin d'Yvonne Sobers, a été abattu par la police en Jamaïque au mois d'août 2001. Yvonne dirige l'organisation *Families Against State Terrorism* (FAST), qui mène campagne pour que la police jamaïcaine ait à rendre compte de ses actes.

Le commissaire divisionnaire John Coles est à la tête de l'unité de la police métropolitaine du Royaume-Uni qui mène l'Opération Trident. Cette unité spéciale a été mise sur pied en 1998 afin de s'attaquer au crime armé au sein de la communauté noire de Londres, en mettant l'accent sur l'usage des armes à feu lié aux stupéfiants. ●

« *Communities in the Crossfire* », Institute for Contemporary Arts (ICA), le 17 octobre 2003 à 18h30. Billets : + 44 20 7930 3647.

Pour en savoir plus sur la « Campagne pour le contrôle des armes », consultez le site suivant :

<http://www.controlarms.org/fr/index.htm>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>